

34 % des patrons prêts à des hausses généralisées de salaires, 36 % s'y refusent

« Pourquoi l'inflation fait trembler patrons et financiers », titre L'Humanité qui y consacre sa Une. La hausse des prix fait son retour en France et en Europe, accompagnée d'un discours catastrophiste, assure le quotidien. Pour les syndicats, les salaires doivent revenir d'urgence au centre des discussions. Le patron du Medef, Geoffroy Roux de Bézieux a répondu dès octobre, que « les hausses salariales généralisées ne sont pas soutenables pour l'économie. » Il y a bien une multiplication des conflits sociaux en ce moment sur la question des salaires, confirmée par les responsables syndicaux, pointe L'Humanité. « Sur le terrain, nous voyons clairement une montée en puissance des grèves », explique Boris Plazzi, secrétaire confédéral de la CGT en charge des salaires. « C'est lié à la hausse des prix, mais aussi à la prise de conscience de plus en plus généralisée d'une injustice » Dans certains cas, les conflits frappent par leur durée, preuve de la réticence des dirigeants d'entreprise à mettre la main au portefeuille. Un sondage récent réalisé par la CPME offre un panorama contrasté de l'état d'esprit des petits patrons : 34 % d'entre eux se disent prêts à des hausses généralisées de salaires ; 36 % s'y refusent. Les plus enclins aux augmentations y consentent souvent pour résoudre leurs difficultés de recrutement, criantes dans certains secteurs. (L'Humanité, p.4)

« "Ce qui fait foi, c'est le salaire, il faut une hausse du Smic" », titre L'Humanité qui ouvre ses colonnes à Philippe Martinez. Pour le secrétaire général de la CGT, la crise sanitaire « a joué un rôle de révélateur pour les premières et deuxième lignes, qui ont pu mesurer l'importance de leur travail, mais aussi le décalage avec leur salaire ». Il pointe également que « les augmentations à la suite du premier confinement sont insuffisantes et n'ont rien réglé » et affirme assister à « une multiplication généralisée à tous les secteurs des luttes sur les salaires. » « Il ne faut pas surévaluer la négociation de branche », assure encore ce dernier, ajoutant que « les salariés ont besoin de règles communes en matière de salaires, et non de négociations séparées selon les professions et les entreprises ». « Le fait intéressant, venant d'un gouvernement qui ne voulait pas de hausse généralisée des salaires, est le coup de pouce qu'il s'appête à donner au Smic au 1er janvier », juge Philippe Martinez. Revenant sur le fait que « la ministre du Travail a déclaré que le gouvernement ira plus loin que la recommandation des experts », il juge qu'il s'agit d'une « démonstration que les mobilisations commencent à peser. » Il renouvelle enfin sa demande d'une revalorisation significative du Smic et annonce « une mobilisation nationale lors d'une journée d'action interprofessionnelle. » (L'Humanité, p.6)